

RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI

Près de 200 000 personnes dans les zones urbaines et rurales de Djibouti feraient face à une situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée jusqu'en août 2021

ACTUELLE * (OCTOBRE 2020 – DÉCEMBRE 2020)	
<p>155 000 14% de la population analysée</p> <p>Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +)</p> <p>AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE</p>	Phase 5 0 Catastrophe
	Phase 4 26 000 Urgence
	Phase 3 129 000 Crise
	Phase 2 293 000 Stress
	Phase 1 669 000 Sécurité alimentaire

* L'estimation pour l'analyse actuelle inclut les effets d'atténuation de l'assistance alimentaire.

VUE D'ENSEMBLE

Au cours de la période d'octobre à décembre 2020, correspondant à la période d'analyse courant, la plupart des régions rurales du pays sont classées en Crise (Phase 3 de l'IPC). Pendant cette période, 155.000 personnes, soit 14% de la population analysée (sur un total de 1,17 million de personnes) sont estimées en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus), dont 26.000 personnes (2% de la population analysée) en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) et 129.000 en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC). Malgré l'assistance alimentaire en faveur des réfugiés, les populations vivant dans les camps de Markazi et d'Ali-Addeh sont classifiées en Crise (Phase 3 de l'IPC), alors que le camp de Hol-Hol est classifié en Stress (Phase 2 de l'IPC).

Pour la période projetée, entre janvier et août 2021, il est estimé que 194.000 personnes, représentant 17% de la population analysée, seront en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus). Pour les zones rurales, les régions les plus affectées seront notamment Ali-Sabieh, Arta, Dikhil, Obock et Tadjourah qui sont classifiées en Crise (Phase 3 de l'IPC). Pour les zones urbaines, Dikhil et Obock pourraient également connaître une situation de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Facteurs déterminants



COVID-19

La pandémie de la COVID-19 a accentué les effets de la pauvreté à travers l'arrêt prolongé des emplois journaliers et non qualifiés, la perte définitive d'emplois et la fermeture de certaines activités formelles ou informelles, résultant en une dégradation de la situation économique des ménages alimentaires.



Présence des criquets pèlerins

Partout sur leur passage les criquets pèlerins ont ravagé la végétation et les productions agricoles provoquant une véritable crise dans la région. Cette invasion a empêché l'amélioration des conditions des pâturages mais aussi le développement de l'agriculture dans les zones agricoles.



Inondations

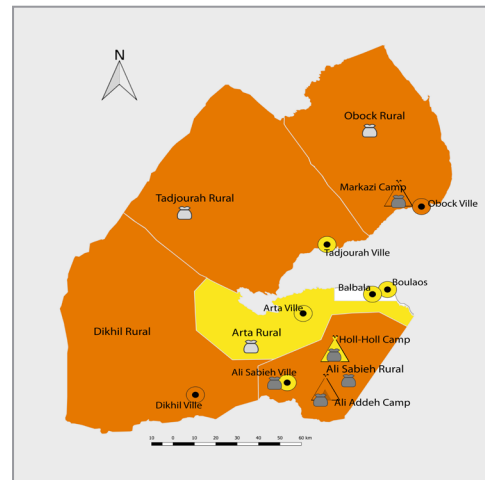
En 2020, certaines régions ont connu une abondance de précipitations qui a marqué une rupture avec plusieurs années de sécheresses et de perturbations des cycles saisonniers. Des inondations ont détruit ou endommagé plusieurs infrastructures et les biens des populations, rendant également difficile le déplacement des personnes et des marchandises.

ANALYSE IPC DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË OCTOBRE 2020 – AOÛT 2021

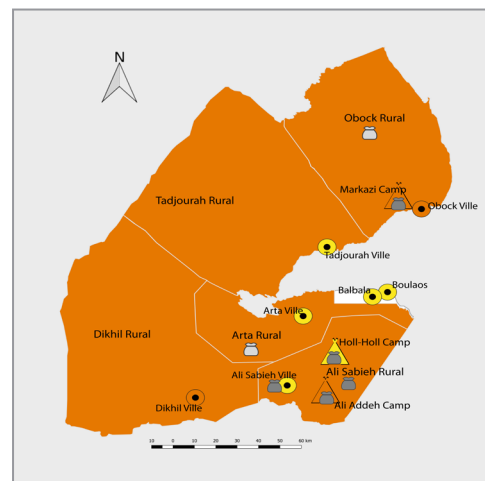
Publié en février 2021

PROJETÉE (JANVIER 2021 – AOÛT 2021)	
<p>194 000 17% de la population analysée</p> <p>Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +)</p> <p>AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE</p>	Phase 5 0 Catastrophe
	Phase 4 27 000 Urgence
	Phase 3 167 000 Crise
	Phase 2 389 000 Stress
	Phase 1 534 000 Sécurité alimentaire

Situation actuelle Octobre 2020 – Décembre 2020



Situation projetée Janvier 2021 – Août 2021



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine

Symboles de la carte

- Classification des zones d'installation urbaines
- Classification des zones d'installation de PDI/autres

Niveau de preuve

** Moyen

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire

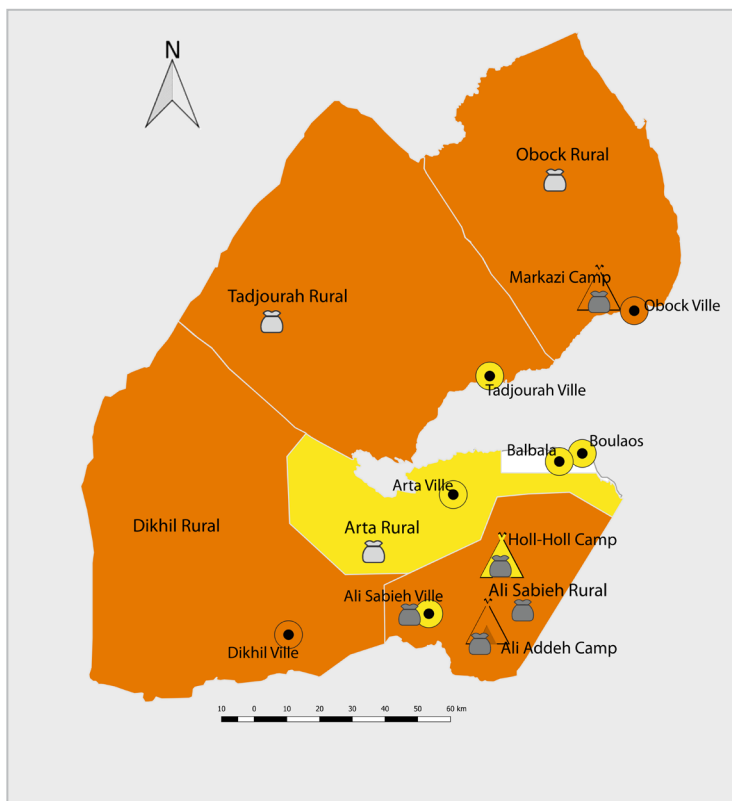
(pris en compte dans la classification des phases)

Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire

Au moins 25% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire



CARTE ET TABLEAU DE POPULATION DE LA SITUATION ACTUELLE (Octobre 2020 – Décembre 2020)



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine

Symboles de la carte

- Classification des zones d'installation urbaines
- Classification des zones d'installation de PDI/autres

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire

(pris en compte dans la classification des phases)

- Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire
- Au moins 25% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire

Niveau de preuve

** Moyen

Région	Région analysée	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Ali Sabieh	Ali Addeh Camp	16 237	7 307	45	4 871	30	3 247	20	812	5	0	0	3	4 059	25
	Ali Sabieh Rural	14 531	8 719	60	2 180	15	2 906	20	727	5	0	0	3	3 633	25
	Ali Sabieh Ville	29 519	20 663	70	4 428	15	2 952	10	1 476	5	0	0	2	4 428	15
	Holl-Holl Camp	6 584	2 304	35	3 292	50	988	15	0	0	0	0	2	988	15
	Total	66 871	38 993	58	14 771	22	10 093	15	3 014	5	0	0		13 107	20
Arta	Arta Rural	21 566	11 861	55	6 470	30	3 235	15	0	0	0	0	2	3 235	15
	Arta Ville	13 398	7 369	55	4 689	35	1 340	10	0	0	0	0	2	1 340	10
	Total	34 964	19 230	55	11 159	32	4 575	13	0	0	0	0		4 575	13
Dikhil	Boulaos	77 723	31 089	40	23 317	30	15 545	20	7 772	10	0	0	3	23 317	30
	Dikhil Ville	23 473	4 695	20	9 389	40	7 042	30	2 347	10	0	0	3	9 389	40
	Total	101 196	35 784	35	32 706	32	22 587	22	10 120	10	0	0		32 706	32
Djibouti Ville	Balbala	389 494	253 171	65	97 374	25	38 949	10	0	0	0	0	2	38 949	10
	Boulaos	348 495	261 371	75	69 699	20	17 425	5	0	0	0	0	2	17 425	5
	Total	737 989	514 542	70	167 073	23	56 374	8	0	0	0	0		56 374	8
Obock	Markazi Camp	2 531	380	15	1 012	40	759	30	380	15	0	0	3	1 139	45
	Obock Rural	50 000	20 000	40	15 000	30	12 500	25	2 500	5	0	0	3	15 000	30
	Obock Ville	20 000	8 000	40	8 000	40	3 000	15	1 000	5	0	0	3	4 000	20
	Total	72 531	28 380	39	24 012	33	16 259	22	3 880	5	0	0		20 139	27
Tadjourah	Tadjourah Rural	88 592	26 578	30	35 437	40	17 718	20	8 859	10	0	0	3	26 577	30
	Tadjourah Ville	15 000	5 250	35	8 250	55	1 500	10	0	0	0	0	2	1 500	10
	Total	103 592	31 828	31	43 687	42	19 218	19	8 859	9	0	0		28 078	28
Grand Total		1 117 143	668 757	60	293 408	26	129 106	12	25 873	2	0	0		154 979	14

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION ACTUELLE (octobre– décembre 2020)

Facteurs clés de l'insécurité alimentaire pour l'analyse actuelle :

Durant la période d'analyse courante, les chocs les plus importants ont essentiellement été les aléas climatiques (inondations, criquets pèlerins et sécheresses récurrentes) qui ont autant affecté les milieux urbains que les zones rurales. Les inondations ont provoqué de lourds dégâts sur l'habitat, les infrastructures communautaires, les productions agricoles et ont perturbé les activités commerciales et de construction dans les zones inondées (surtout dans les régions de Tadjourah et de Dikhil). Presque toutes les zones touchées ont également enregistré des dégâts sur les cultures.

Selon, les différentes évaluations MIRA, dans Djibouti Ville et les zones touchées des régions de l'intérieur, environ 50.000 à 100.000 individus ont été affectés entre les deux cyclones. Selon le rapport de l'étude « Post Disaster Needs Assessment (PDNA) », suite à l'inondation de novembre 2019, la population urbaine a perdu plus de 5.000 logements dans 14 quartiers dont les besoins en relèvement ont été estimés à 15 millions US Dollar tandis que les populations rurales ont perdu leurs productions agricoles (35 / 50 ha) mais aussi leurs infrastructures (estimées à 3 millions US Dollar pour le relèvement). Cela a sévèrement affecté les moyens d'existences de beaucoup de ménages travaillant dans le secteur informel comme la restauration et les petits commerces.

L'invasion des criquets pèlerins a interrompu les productions agricoles des petits fermiers, car cette invasion a coïncidé avec la saison des récoltes des produits maraîchers. Les pâturages ont aussi été affectés de manière disproportionnée dans trois régions concernant plus de 1.000 ha. Cette situation a également plus sévèrement touché le sud du pays (Ali Sabieh et Dikhil). Selon les résultats de l'évaluation conduite par le gouvernement avec l'appui de la FAO, 1.700 jardins agricoles sur 23 sites ont été affectés et 5.000 ha de pâturages ont été détruits en particulier dans les milieux ruraux.

L'autre choc le plus important durant la période courante d'analyse a été l'impact socioéconomique de la COVID-19 : si les manques à gagner les plus importantes sont ressentis au niveau macroéconomique entraînant une baisse du taux de croissance annuelle, le choc est plus sévèrement ressenti par les ménages vivant en milieu urbain et qui ont comme principales sources de revenu les activités de petit commerce ou d'employés dans le secteur informel. Par ailleurs, la pandémie de la COVID-19 limite la traversée des migrants économiques vers la péninsule arabe attirés pour de meilleures conditions de vie.

Les deux dernières saisons des pluies ont connu un régime pluviométrique soutenu par une tendance à l'excès (plus de 180% au-dessus de la moyenne nationale). La saison d'octobre à décembre 2019 a été beaucoup plus abondante et étendue que celle de la même période en 2018 recevant jusqu'à 250 mm de cumul de précipitations qui ont déclenché des inondations et des crues soudaines et massives dans tout le pays. Selon FEWS NET (2020), cette saison des pluies était l'une des plus humides des 40 dernières années dans les pays de la Corne de l'Afrique dont Djibouti. Ces inondations ont gravement impacté les moyens d'existences des populations vivant dans les régions côtières, plus particulièrement dans la capitale « Djibouti Ville ». Pendant que ces dernières ont perdu leurs avoirs productifs et matériels, les régions côtières ont connu des pertes de productions maraîchères. La forte pluviométrie a toutefois été largement profitable aux pâturages assurant la disponibilité de fourrage pour le bétail qui représente, pour plus de 13% des ménages en moyenne, la principale source de revenu. Il est vrai que l'exploitation de l'élevage demeure saisonnière autant que les revenus générés. Elle est aussi une source clé d'une meilleure consommation alimentaire et de sa diversité aussi bien en faveur les personnes vulnérables que des enfants de moins de cinq ans, des femmes enceintes, des mères allaitantes et des personnes âgées. Il faut aussi souligner que l'amélioration des pâturages en milieu rural contribuera fortement à la réduction des dépenses liées aux fourrages auxquelles, ces derniers temps, se livrent certaines familles aux dépens de leur consommation alimentaire. Les dégâts causés par les criquets pèlerins sont essentiellement la destruction des productions végétales (légumières, fourragères et fruitières), mais aussi et surtout la dégradation des pâturages constituant la part importante de l'alimentation des caprins et des dromadaires qui représentent l'élevage dominant.

Disponibilité : Djibouti satisfait jusqu'à 90 % de ses besoins alimentaires par des importations. Seuls 4 % de la surface totale des terres sont arables, tandis que la production agricole et animale représentent entre 3 et 4 % du produit intérieur brut (PIB) total et ne peuvent satisfaire que 10 % des besoins de consommation du pays. Par conséquent, la disponibilité alimentaire se fait principalement par le biais du marché. La pandémie de la COVID-19, qui a entraîné la perte de revenus et d'emplois, a touché de manière disproportionnée les habitants des zones urbaines. La crise a impacté à la fois les classes pauvres et moyennes et a plongé de nombreux ménages dans la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la faim. Pour relever ce défi tout en maintenant l'application des mesures de santé publique, Le gouvernement du pays avait assuré aux commerçants locaux un stock stratégique de 6 mois pour éviter des ruptures.

Accès : Le sorgho, la farine de blé et le riz Belém sont les produits alimentaires les plus importants. La farine de sorgho et le riz Belém sont les produits les plus couramment consommés dans les zones urbaines. Un mélange de farine de blé et de sorgho se vend également pour la confection de galettes locales, importants aliments de base pour les ménages pauvres et à revenu moyen. Moins de 30% de la population du Djibouti vit en milieu rural. Djibouti Ville demeure le marché principal du pays où est concentré plus de 70% de la population du pays.

Les résultats de la dernière étude des marchés en milieu rural ont confirmé que la fonctionnalité de ces derniers est plutôt favorable en particulier pour la chaîne d'approvisionnement. Par ailleurs, il n'existe pas de mécanisme de suivi et de contrôle des prix appliqués par les commerçants qui les fixent librement.

Par ailleurs, l'Indice des Prix à la Consommation (Consumer Price Index) montre une augmentation continue des prix de certains produits alimentaires de base enregistrant une variation moyenne de +17% entre février 19 et février 20. Cette hausse est due, en grande partie, à une augmentation des prix des « pâtes alimentaire » +32.0%, des « huiles » 21% et du « riz importé » et de la « farine de blé » +9%. En revanche, les prix de certains groupes de produits alimentaires ont observé une baisse, plus particulièrement le « sucre » -2%, le « pain » 0% et le « kérosène » -6%. Il est nécessaire de préciser que ces prix sont collectés sur plusieurs marchés de la capitale et pour plus de 500 produits alimentaires et non alimentaires.

Dernièrement, il a été constaté que tous les prix des produits en provenance d'Éthiopie avaient subi une légère augmentation au début de la déclaration de la COVID-19 à Djibouti. Les facteurs ayant provoqué cette situation était le conflit armé entre le Gouvernement Éthiopien et la région du Tigray de l'Éthiopie, et qui continue toujours à affecter le pouvoir d'achat des ménages djiboutiens déjà fragilisés par les effets de la pandémie de la COVID-19. Selon les importateurs, cette situation risque de se dégrader courant des mois prochains à cause de l'insécurité engendrée par les milices et qui provoquera la réduction de la chaîne d'approvisionnement.

Il est à noter que la population rurale continue d'intensifier et de s'engager dans les activités de moindre valeur pour remédier au déficit alimentaire auquel ils font face, comme la vente du charbon et du bois de chauffe et des activités illégales tandis que la population urbaine gagne sa vie principalement à travers les emplois précaires comme les travaux journaliers, les travaux non qualifiés et les petits commerces. Ces derniers ont été sévèrement affectés par les effets de la pandémie de la COVID-19.

Utilisation : Les analyses montrent une faible consommation d'aliments riches en vitamine A parmi les ménages urbains ; la plus faible étant à Dikhil, BalBala et Ali Sabieh. C'est seulement à Boulaos que l'on estime que 37% des ménages consomment quotidiennement des aliments riches en vitamine A. D'autre part, la consommation d'aliments riches en protéines et en fer est comparativement plus élevée parmi les résidents urbains. La consommation quotidienne d'aliments riches en protéines est la plus importante à Boulaos (83 %), alors qu'elle reste inférieure de 50 % dans les autres villes. De même, la consommation quotidienne d'aliments riches en fer est la plus élevée à Balbala (50 %) alors qu'elle reste inférieure à

20% dans les autres villes. Le coût élevé des aliments nutritifs semble être le principal frein à la consommations des ménages. Avec pratiquement aucune proportion des ménages avec une consommation riche en protéines, en fer et enfin en vitamines A, on peut conclure que la situation en milieu rural et dans les camps de réfugiés est la plus préoccupante.

Principaux éléments des résultats en milieu urbain :

En milieu urbain, inclus les chefs-lieux des régions, 53 % des ménages ont déclaré avoir une consommation alimentaire acceptable, tandis que le reste (47%) avait une consommation alimentaire pauvre ou limite. Plus de 50 % des ménages, dans presque tous les chefs-lieux des régions analysées, ont déclaré un score de consommation alimentaire pauvre ou limite. Avant la pandémie de la COVID-19, les tendances ont toujours montré une consommation alimentaire acceptable. D'après le rapport FSMS du PAM d'octobre 2020, environ 47% des ménages vivant en zones urbaines, chefs-lieux des régions inclus, ont un Score de Consommation Alimentaire (SCA) pauvre à limite, 60% ont un Score de Diversité Alimentaire (SDAM) faible ou moyen. Enfin 14 % ont un indice réduit des stratégies de moyens d'existence (rCSI) de Crise (Phase 3 de l'IPC). Près de 13% des ménages ont eu recours à des stratégies de moyens d'existence de Crise, alors qu'environ 7% ont adopté des stratégies d'Urgence selon l'enquête FSMS réalisée en période post récolte. Dans les chefs-lieux, les ménages ayant eu recours aux stratégies de moyens d'existence de Crise et d'Urgence semblent plus important, avec respectivement 23% et 11%.

La dernière enquête SMART de Mars 2019 donne un taux de malnutrition aiguë globale (MAG) de 9,3% (seuil précaire) et un taux de malnutrition chronique de 19% (dont 5% de MC sévère). Les résultats de l'enquête datent de plus d'une année et la fiabilité devient faible pour une classification de l'insécurité alimentaire aiguë. A cause des tendances des admissions actuelles perturbées par la pandémie de la COVID-19, il y a eu consensus de classification tendant vers une stabilité en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC).

Principaux éléments des résultats en milieu rural et villages des réfugiés :

D'après le rapport FSMS de janvier 2020, pre-COVID-19, environ 43% des ménages vivant en zones rurales ont un SCA pauvre à limite, 46% ont un SDAM Faible à Moyen, et enfin 24 % ont un indice réduit (rCSI) de Crise (Phase 3 de l'IPC et plus). Ainsi, les indicateurs de consommation alimentaire classent les zones rurales en Crise (Phase 3 de l'IPC) mais le déficit alimentaire semble affecter différemment selon les régions. En milieu rural, les tendances sur les trois dernières années affichent une tendance globale à l'amélioration et plutôt stable par rapport à Octobre 2018. C'est le cas du SCA, et du SDAM, du rCSI. Toutefois, une proportion importante de la population rurale de Djibouti continue à être confrontée à une consommation alimentaire insuffisante. En janvier 2020, 43% des ménages ruraux avaient une consommation alimentaire insuffisante, ce qui représente une légère amélioration par rapport au mois d'août de l'année précédente. Les ménages dont la consommation était insuffisante étaient encore assez nombreux dans les régions de Dikhil et d'Obock (65 % chacune), alors qu'ils étaient relativement moins nombreux à Ali-Sabieh (23 %), Tadjourah (27 %) et plus nombreux à Arta (41 %).

Pour les villages de réfugiés, le même rapport indique qu'environ 41% des ménages ont un SCA pauvre à limite (Phase 3 de l'IPC), 31% ont un SDAM Faible à Moyen (Phase 3 et plus de l'IPC) et la plupart présentent un indice réduit (rCSI) en Phase 2 de l'IPC (Stress). Le déficit alimentaire aurait été plus en hausse sans l'assistance humanitaire. Pour le village des réfugiés de Markazi, la situation semble être en ligne avec le contexte de la région où est localisée ce village. Il affiche une situation catastrophique avec un rCSI qui reste élevé, ce qui pourrait justifier une diversité alimentaire limitée.

Effets immédiats et attendus de la pandémie de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire :

L'apparition de la pandémie mondiale de la COVID-19 déclarée à Djibouti durant la dernière semaine de mars 2020 a eu un impact négatif sur la sécurité alimentaire à travers la perturbation de l'économie nationale, tant en termes de production que d'activités économiques, en particulier dans les centres urbains fortement dépendantes des emplois journaliers non qualifiés, des activités commerciales et d'autres activités connexes. Certains secteurs économiques ont été fortement perturbés comme les activités des aéroports, des hôtels et des restaurants, par la suspension des vols internationaux, tandis que l'immobilier, le commerce général, les transports et les services ont été particulièrement touchés par le confinement général. Au niveau des ménages, sept sur dix ont déclaré avoir perdu leurs emplois et/ou les activités économiques suspendues à cause du confinement général, qui reste temporaire pour beaucoup d'entre eux. Les mouvements de la population sont aussi un facteur clé pour la sécurité alimentaire puisque la principale raison de la migration interne est la quête d'emploi.

Situation alimentaire des réfugiés :

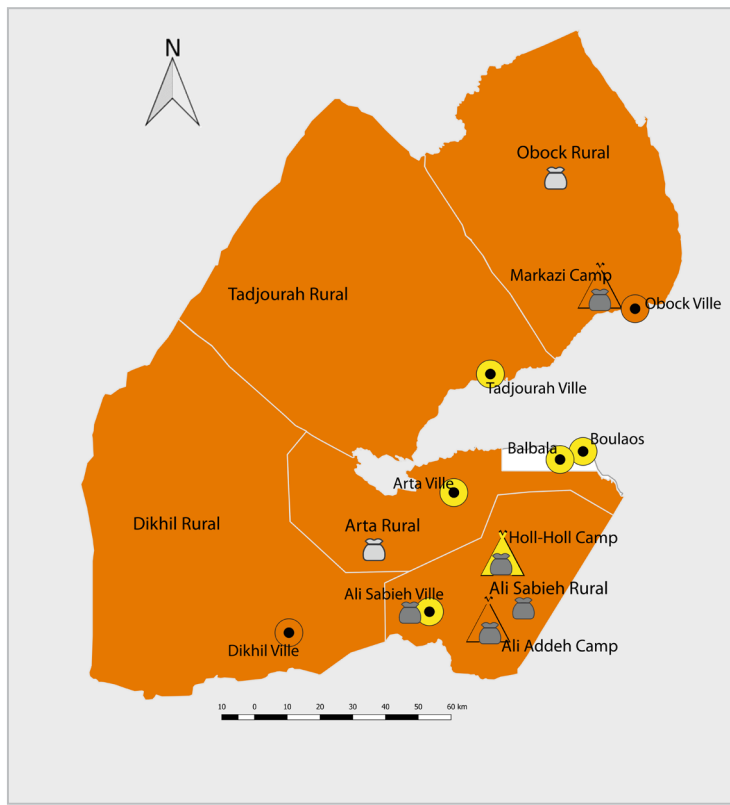
Les principaux facteurs d'insécurité alimentaire pour les réfugiés pour la période courante d'analyse sont la perte ou le manque d'emploi, l'insuffisance des moyens de résilience, la perte d'un membre valide dans la famille, les maladies avec leur poids économique sur les ménages, le manque d'eau qui ne permet pas la pratique du maraîchage, tout cela majoré par le contexte de la pandémie de la COVID-19.

La disponibilité des vivres est essentiellement assurée par l'assistance alimentaire humanitaire fournie par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) de façon continue équivalent à 2100 Kcal/personne/jour complétée par des achats sur les marchés locaux. Les réfugiés, à l'instar du reste de la population locale, sont très dépendants du marché extérieur, le climat n'étant pas propice à la pratique d'une agriculture intensive.

Le rapport FSMS du PAM de janvier 2020 indique que, dans les villages de réfugiés, 15% des ménages ont eu recours à des stratégies de moyens d'existence de crise et d'urgence et Markazi se présente comme étant le plus vulnérable avec 13% des ménages ayant eu recours aux stratégies de moyens d'existence d'urgence. Par ailleurs, 41% des ménages réfugiés ont un SCA pauvre à limite (Phase 3 de l'IPC), 31% ont un SDAM Faible à Moyen (Phase 3 et plus de l'IPC). Enfin, la majorité des ménages présentent un indice réduit (rCSI) en Phase 2 de l'IPC (Stress). Le déficit alimentaire aurait été plus en hausse sans l'assistance humanitaire. Pour le village des réfugiés de Markazi, la situation semble être en ligne avec le contexte de la région où est localisée ce village. Il affiche une situation catastrophique avec un indice réduit de stratégie de survie liées à l'alimentation qui reste élevé, ce qui pourrait justifier une diversité alimentaire limitée.

L'eau est disponible et accessible à tous les ménages avec une augmentation de la production en eau pendant la période courante d'analyse, suite aux efforts pour limiter les effets de la pandémie de la COVID-19 : à Markazi, la quantité moyenne d'eau par personne par jour est de 33l qui est satisfaisante et de 18l à Ali Addeh et Holl-Holl, ce qui est insuffisant. L'allaitement exclusif reste une préoccupation majeure exposant les enfants à la malnutrition. Les légumes, le riz et les pâtes alimentaires, le lait et la viande constituent l'essentiel de l'alimentation des réfugiés.

CARTE ET TABLEAU DE POPULATION DE LA SITUATION PROJÉTÉE (JANVIER 2021 – AOÛT 2021)



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine

Symboles de la carte

- Classification des zones d'installation urbaines
- Classification des zones d'installation de PDI/autres

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire

(pris en compte dans la classification des phases)

- Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire
- Au moins 25% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire

Niveau de preuve

** Moyen

Région	Région analysée	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Ali Sabieh	Ali Addeh Camp	16 237	7 307	45	4 871	30	3 247	20	812	5	0	0	3	4 059	25
	Ali Sabieh Rural	14 531	8 719	60	2 180	15	2 906	20	727	5	0	0	3	3 633	25
	Ali Sabieh Ville	29 519	20 663	70	4 428	15	2 952	10	1 476	5	0	0	2	4 428	15
	Holl-Holl Camp	6 584	2 304	35	3 292	50	988	15	0	0	0	0	2	988	15
	Total	66 871	38 993	58	14 771	22	10 093	15	3 014	5	0	0		13 107	20
Arta	Arta Rural	21 566	11 861	55	5 392	25	4 313	20	0	0	0	0	2	4 313	20
	Arta Ville	13 398	6 699	50	4 689	35	2 010	15	0	0	0	0	2	2 010	15
	Total	34 964	18 560	53	10 081	29	6 323	18	0	0	0	0		6 323	18
Dikhil	Boulaos	77 723	27 203	35	27 203	35	19 431	25	3 886	5	0	0	3	23 317	30
	Dikhil Ville	23 473	5 868	25	8 216	35	7 042	30	2 347	10	0	0	3	9 389	40
	Total	101 196	33 071	33	35 419	35	26 473	26	6 233	6	0	0		32 706	32
Djibouti Ville	Balbala	389 494	194 747	50	136 323	35	58 424	15	0	0	0	0	2	58 424	15
	Boulaos	348 495	191 672	55	121 973	35	34 850	10	0	0	0	0	2	34 850	10
	Total	737 989	386 419	52	258 296	35	93 274	13	0	0	0	0		93 274	13
Obock	Markazi Camp	2 531	380	15	1 012	40	759	30	380	15	0	0	3	1 139	45
	Obock Rural	50 000	15 000	30	15 000	30	12 500	25	7 500	15	0	0	3	20 000	40
	Obock Ville	20 000	9 000	45	7 000	35	3 000	15	1 000	5	0	0	3	4 000	20
	Total	72 531	24 380	34	23 012	32	16 259	22	8 880	12	0	0		25 139	34
Tadjourah	Tadjourah Rural	88 592	26 578	30	39 866	45	13 289	15	8 859	10	0	0	3	22 148	25
	Tadjourah Ville	15 000	6 000	40	7 500	50	1 500	10	0	0	0	0	2	1 500	10
	Total	103 592	32 578	31	47 366	46	14 789	14	8 859	9	0	0		23 648	23
Grand Total		1 117 143	534 001	48	388 945	35	167 210	15	26 987	2	0	0		194 197	17

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue.



VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION PROJETÉE (JANVIER – AOÛT 2021)

Dans le contexte de Djibouti, la période projetée de janvier à août 2021 devra être divisée en 2 parties. La période de janvier à avril est caractérisée par un climat frais et favorable à l'agriculture. Cependant, de mai à août c'est la saison chaude, caractérisée par des températures allant jusqu'à 45° C à l'ombre. C'est la période de soudure. La production agricole est très faible.

Par ailleurs, la particularité de Djibouti dans la région de l'Afrique de l'Est, est que ce pays n'est pas à vocation agricole. Le secteur primaire ne constitue que 3% du PIB. Le pays dépend très largement des importations pour son approvisionnement en produit alimentaire. Cette situation rend le pays très vulnérable. Et dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, les risques de restrictions des importations venant de certains pays ont augmenté considérablement.

Pendant la période projetée, les effets négatifs de la pandémie de la COVID-19 continueront de se faire ressentir sur l'économie et la sécurité alimentaire des ménages qui ont perdu leur emploi ou ayant fermé leur activité économique. La crainte actuelle, c'est l'avènement d'une nouvelle vague de la pandémie. Ce scénario pourrait entraîner des nouvelles mesures de confinement qui pourraient engendrer une détérioration de la consommation alimentaire et des moyens d'existence.

A la hausse saisonnière typique attendue des prix, s'ajouteront les impacts négatifs du ralentissement des flux entrants des marchandises amorcé depuis la pandémie de la COVID-19. Le niveau des prix pourrait demeurer élevé sur la période projetée, rendant plus difficile l'accès des ménages aux denrées alimentaires.

Dans certaines zones, l'accès physique aux marchés est également susceptible d'être limité par des pluies excessives qui pourraient rendre la praticabilité de certains axes routiers difficile à cause des inondations.

Par ailleurs, les conflits armés dans la région de Tigray Éthiopien pourraient perturber le fonctionnement normal des marchés de certaines régions de Djibouti et réduire les capacités physiques et financières des ménages à s'approvisionner sur ces marchés.

Les ménages ayant perdu leur emploi suite aux mesures de confinement, pourraient continuer à faire face à un pouvoir d'achat faible. Au cours de la période projetée, les opportunités de travail comme la construction, le creusage, le petit commerce, le travail temporaire sont susceptibles de baisser et d'entraîner une baisse du pouvoir d'achat des ménages.

Dans l'ensemble, une détérioration de la consommation alimentaire et des moyens d'existence est attendue. Même si cette détérioration n'impliquera pas un changement significatif dans la classification de l'insécurité alimentaire aiguë dans la majorité des régions, elle entraînera néanmoins un accroissement du nombre de personnes en besoins d'assistance (Phase 3 de l'IPC ou plus).

Hypothèses-clés pour la période prévue

Tendances des prix : En fonction de l'évolution de la pandémie de la COVID-19, la capacité pour les commerçants locaux à assurer les importations dans le pays, pourrait avoir un effet sur les prix des produits alimentaires de base, avec une tendance haussière du fait des restrictions établies par le gouvernement. Les prix pourraient demeurer élevés, impactés par le ralentissement des flux de marchandises suite à la crise de la COVID-19.

Pouvoir d'achat des ménages : Le pouvoir d'achat des ménages, déjà affaibli par les restrictions de la COVID-19, pourrait potentiellement baisser avec une seconde vague et confinement.

Les effets de la COVID-19 : les mesures prises par le gouvernement et les actions sur la sensibilisation aux gestes barrières, pourraient permettre de garder la situation de COVID-19 sous contrôle dans le pays. Le virus demeurerait toutefois un facteur de risque et la situation pourrait ne pas être rapidement maîtrisée : les denrées importées auraient toujours du mal à entrer dans le pays et les transferts d'argent de l'étranger seraient également limités.



RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION

Priorités de réponse

Afin de soutenir les populations affectées par l'insécurité alimentaire, ainsi que l'ensemble des populations en Phase 3 de l'IPC (Crise) et plus, il est recommandé de :

- Encourager une intervention multisectorielle pour l'ensemble de la population en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) afin de sauver les vies et les moyens d'existence.
- Mettre en place des mécanismes visant à faciliter les importations des produits alimentaires de base, principalement en ces temps de pandémie de la COVID-19, afin de garantir la disponibilité des aliments sur les marchés.
- Soutenir les initiatives locales qui encouragent la reprise des activités économiques formelles et informelles, en particulier celles qui ont été fortement affectées par la pandémie de la COVID-19.
- Soutenir et renforcer les activités de prise en charge nutritionnelle, de sensibilisation et de formation nutritionnelle afin d'augmenter la diversification alimentaire, en particulier dans les zones à forte prévalence de Malnutrition Aiguë Modérée (MAM) et de Malnutrition Aiguë Sévère (MAS).
- Pour les réfugiés, poursuivre les actions visant à faciliter leur accès à une alimentation de qualité, en quantité suffisante, et renforcer leur intégration locale à travers l'appui à des activités de résilience.

Facteurs de risque à surveiller

- **Conflits armés dans le Tigray** : il est important d'assurer un suivi de l'évolution des conflits armés dans le Tigray Ethiopien et de leurs effets sur le commerce transfrontalier entre Djibouti et l'Ethiopie. La fermeture des frontières entre les deux pays pourrait fortement impacter les régions dépendantes des échanges frontaliers.
- **Les effets de la COVID-19** : le virus demeurera un facteur de risque à suivre car il continue à sévir dans le pays. En cas de relâchement dans les mesures sanitaires, les cas de contamination communautaire risquent d'augmenter. De même, avec l'ouverture des frontières, les cas importés sont à prévoir, ce qui pourrait amener les autorités à durcir les mesures afin de limiter la propagation.
- **Prix des denrées alimentaires** : l'augmentation des prix des denrées alimentaires suite à la limitation de l'importation des denrées alimentaires ainsi que la faible production locale sont des facteurs de risques à surveiller.
- **Sécheresse** : Même si la saison de pluie a été bonne en 2020, il sera nécessaire de continuer à faire le suivi des effets de la sécheresse sur la condition du bétail et des activités de maraîchage, principalement dans les zones rurales.
- **Criquets pèlerins** : en milieu rural, la surveillance de l'invasion des criquets pèlerins demeure une nécessité absolue aux vues de son impact sur les pâturages et les productions agricoles dans les pays limitrophes comme le Yémen, la Somalie et l'Ethiopie.



PROCESSUS ET MÉTHODOLOGIE

Les analystes ont dans un premier temps été formés pendant trois jours sur les protocoles IPC, afin de renforcer leurs connaissances techniques sur l'approche analytique, telle que développée dans la version 3.0 du manuel IPC. Cette formation a été facilitée par les experts du GSU-IPC en faisant recours aux moyens virtuels en raison de la pandémie de COVID-19 qui limite les possibilités de se déplacer. A l'issue de la formation, le Groupe de Travail Technique (GTT) IPC-Djibouti a procédé à la mise en place de l'équipe d'analyse en identifiant des analystes déjà certifiés ou formés sur les protocoles de classification IPC de l'insécurité alimentaire aiguë. Une équipe du GSU-IPC a été désignée pour coordonner le processus en collaboration avec le GTT National, sous la direction du Ministère de l'Agriculture. Dans le cadre du programme régional d'échange d'expérience, un membre du secrétariat du GTT National de la République Démocratique du Congo (RDC) a aussi activement appuyé le processus d'analyse de Djibouti. Au total, 22 personnes ont pris part à cet exercice. Parmi ces analystes se trouvaient des experts en sécurité alimentaire, des analystes de marchés, des statisticiens, des experts en agriculture, en eau, hygiène et assainissement ainsi que des spécialistes des moyens d'existence, de la nutrition, et des questions de déplacements et réfugiés. Les organisations ayant pris part à cet exercice ont notamment été : le ministère de l'agriculture, le ministère des affaires sociales et de la solidarité, le secrétariat exécutif de gestion des risques et des catastrophes, l'institut des statistiques, le PAM, la FAO, le HCR, l'UNICEF ainsi que deux organisations non gouvernementales.

Limites de l'analyse

L'analyse s'est principalement basée sur les données FSMS collectées en deux temps : les premières données, couvrant les zones rurales, ont été collectées en janvier 2020, soit avant l'avènement de la pandémie de la COVID-19. Quelques mois plus tard, en mars 2020, la communauté internationale à travers l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), a déclaré la pandémie de la COVID-19 qui a eu aussitôt des effets négatifs sur la sécurité alimentaire des ménages, en raison de son impact sur les échanges économiques, l'entrepreneuriat, l'emploi et par ricochet les sources des revenus des ménages. Dans le but de comprendre et d'analyser l'évolution de la sécurité alimentaire des ménages dans ce contexte de mesures adoptées par le gouvernement Djiboutien afin de contenir la pandémie, le GTT National s'est proposé de collecter de nouvelles données dans les zones urbaines. Cette collecte a été initiée au cours du mois d'août 2020 couvrant l'ensemble des zones urbaines du pays. Néanmoins, il faut souligner que la ville de Djibouti (la capitale), a été couverte par les deux enquêtes faites à des périodes différentes de l'année. Pour compenser le fait que les données des zones rurales n'ont pas pris en compte les effets de la pandémie de la COVID-19, des facteurs contributifs récents ont été pris en considération lors de la construction de la convergence des preuves ayant conduit à la classification. Pour la période projetée, des hypothèses ont été formulées sur les effets potentiels de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire des ménages, et ce malgré la difficulté de prévoir avec précision l'évolution de cette pandémie et le fonctionnement des marchés. En ce qui concerne les réfugiés, il n'existait pas un profilage à proprement parler des trois camps analysés. Les équipes du HCR et leurs partenaires ont cependant été en mesure de développer une description détaillée de chaque camp qui a servi à contextualiser les preuves disponibles utilisées pour la classification.

Ce que sont l'IPC et l'IPC de l'insécurité alimentaire aiguë ?

L'IPC consiste en une série d'outils et de procédures qui servent à classer le niveau de sévérité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles ainsi que de l'insécurité alimentaire chronique sur la base de normes internationales. L'IPC se compose de quatre fonctions qui se renforcent mutuellement; chacune d'elles s'accompagne d'un ensemble de protocoles (outils et procédures) spécifiques. Les paramètres fondamentaux de l'IPC comprennent l'établissement d'un consensus, la convergence des preuves, la redevabilité, la transparence et la comparabilité. L'analyse IPC vise à fournir des indications pour la réponse d'urgence de même que pour la politique de sécurité alimentaire et la programmation à moyen et long terme.

Pour l'IPC, l'insécurité alimentaire aiguë se définit par toute manifestation d'insécurité alimentaire dans une zone spécifiée à un moment donné et dont le niveau de sévérité menace des vies et/ou des moyens d'existence quelles qu'en soient les causes, le contexte ou la durée. Elle est très sujette aux variations, de même qu'elle peut survenir et se manifester au sein d'une population en un court laps de temps suite à des changements brusques ou des chocs qui ont un impact négatif sur les déterminants de l'insécurité alimentaire.

Pour de plus amples informations, contacter:

Mr. Mouktar Mahamoud

Président du groupe de travail
Technique IPC
mouktar.m.w@hotmail.fr

Unité de soutien global IPC
www.ipcinfo.org

Cette analyse a été conduite sous le parrainage du MAEPE-Djibouti. Elle a bénéficié du soutien technique et financier de la FAO et du PAM.

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition conduite à l'aide des protocoles IPC, développés et mis en oeuvre par le Partenariat mondial de l'IPC - Action contre la faim, CARE, le CILSS, le EC-JRC, la FAO, FEWSNET, le groupe sectoriel (cluster) sécurité alimentaire, le groupe sectoriel (cluster) malnutrition, l'IGAD, Oxfam, PROGRESAN-SICA, la SADC, Save the Children, l'UNICEF et le PAM.

Partenaires de l'analyse IPC:

